

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
en attendant que vos clients vous paient.

Jusqu'à
80%
du montant
des créances

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
f in www.boafrica.com

LE MEDIUM

www.journal-lemedium.com

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0663 du 29 Juillet au 04 Août 2025- Prix : 250 F CFA

PROJET WURI - ELUCUBRATIONS - CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS :



ÉDUCATION:
LES RÉFORMES P.2
PORTENT DES FRUITS



P.3



https://togo.corisbank
f in

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE
0%
1^{er} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR
12 MOIS
REMBOURSABLE SUR

EDITO

La réussite,
une décision
courageuse

Dans notre société, force est de constater que l'Homme qui y est né et vit, connaît des réussites et quelques fois, des échecs dans ses entreprises.

Sous le coup de la déception, on se trouve rapidement des causes d'échecs et c'est le prochain qui en serait responsable. On s'évite de se mirer et de faire cet exercice d'introspection. Oubliant que l'ennemi que nous combattons tous les jours se trouve en nous-mêmes. Pourtant, l'Homme dispose de tous les outils nécessaires pour réussir. Il suffirait très simplement de savoir les manier, les utiliser à bon escient.

S'il est reconnu que la réussite est au bout de l'effort, il sied aussi de cheminer dans la réflexion avec Peter Drucker, en s'appropriant sa pensée "Chaque fois que vous voyez une entreprise qui réussit, dites-vous que c'est parce qu'un jour quelqu'un a pris une décision courageuse".

Avoir une vision c'est bien, mais faut-il encore avoir suffisamment de courage pour la transformer en réalité. Le courage est ce qui fait toute la différence.

C'est dire, qu'on peut mettre en place tous les plans qu'on veut, on peut tout préparer, tout anticiper, mais si on n'a suffisamment de courage pour agir, pour passer à l'action, on ne sera qu'un simple rêveur parmi tant d'autres. Car agir demande souvent du courage, nous enseigne-t-on.

Et lorsqu'on parle de réussite comme une décision courageuse, il faut tout de même reconnaître qu'"une petite impatience ruine un grand projet". Ce n'est pas nous qui l'affirmons, mais un Proverbe Chinois.

Le courage a bien sa place dans toute réussite. Mais il ne faudra pas perdre de vue qu'une petite impatience peut tout faire échouer. Autrement, lorsque nous nous engageons dans une nouvelle voie ou lorsque nous voulons accomplir quelque chose qui nous tient réellement à cœur, nous avons souvent envie d'y parvenir le plus rapidement possible. Nous avons envie d'avoir des résultats tout de suite.

Or, la poursuite d'un rêve ou l'accomplissement d'un projet quelconque doit toujours être une aventure. Pas de précipitation. Il faut prendre le temps, et apprécier le voyage. Et surtout être courageux pour réussir.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos : KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

EDUCATION :

LES RÉFORMES PORTENT DES FRUITS

Pour l'année scolaire 2024-2025 qui vient de s'achever, les résultats des examens du CEPD, BEPC et du Baccalauréat 2^e partie ont de quoi réjouir les autorités du secteur, et surtout les parents d'élèves qui, au prix d'énormes sacrifices, supportent leurs progénitures en tout temps. Pour le BAC 2, le succès à cet examen a atteint 72,63% contre 46,71% l'année scolaire précédente. Au ministère des enseignements primaire et secondaire, on lie cette embellie aux réformes initiées depuis quelques années.

Cette progression est le fruit d'un ensemble de réformes méthodiquement mises en place par les autorités éducatives, d'un contexte scolaire plus apaisé et de leviers pédagogiques mieux pensés. Inscrites dans la Feuille de route 2020-2025, les actions entreprises dans le cadre de ces réformes visent à renforcer la qualité de l'enseignement, la motivation des enseignants, ainsi que la performance globale du système scolaire. " Cette politique éducative s'appuie également sur des leviers structurels comme la dotation des établissements en manuels et outils pédagogiques, l'augmentation du personnel enseignant et la digitalisation progressive de certains aspects de la gestion scolaire ", fait-on savoir au MEPS.

Ainsi, en 2025, ce ne sont pas moins de 100 303 candidats qui se sont présentés aux épreuves du BAC II, contre environ 70 000 un an plus tôt. Ce dynamisme est d'autant plus remarquable que la performance globale n'a pas chuté

malgré cette montée en flèche du nombre d'élèves. Au contraire. Ce regain d'effectif s'explique aussi par la forte proportion de redoublants (près de 53 % des candidats), dont l'expérience a certainement joué un rôle moteur dans la réussite. Ces élèves, aguerris par une première tentative, sont souvent mieux préparés, tant sur le plan mental que méthodologique.

Au MEPS, on fait remarquer que l'un des grands secrets de cette réussite réside dans la stabilité du calendrier scolaire. " L'année 2024-2025 n'a pas connu de perturbations majeures : ni grèves prolongées, ni crises sanitaires ou logistiques. Ce calme a offert aux élèves un environnement propice à l'apprentissage et aux enseignants une marge suffisante pour mener à bien leurs programmes ", indique-t-on. Fait majeur à mettre à l'actif de ces résultats positifs, c'est l'organisation du baccalauréat blanc, désormais généralisée à tous les établissements du pays par les autorités. Elle a également permis aux apprenants de s'entraîner dans des conditions quasi identiques à celles de l'examen réel. Il a été un outil de simulation stratégique, un premier plongeon dans le grand bain pour beaucoup.

On fait savoir par ailleurs, que le ministère a reconduit des mesures pédagogiques et organisationnelles qui font leurs preuves, notamment les congés de détente, répartis sur l'année scolaire. Ces pauses bien pensées offrent aux élèves le temps de souffler, de revoir leurs leçons ou de renforcer leurs acquis, via les cours de soutien.



Il est à rappeler que pour le BAC 2 sanctionnant l'année scolaire 2024-2025, 43,3 % des candidats étaient des filles, témoignant d'une féminisation croissante de la population scolaire au cycle terminal. La série A4 (littéraire) reste la plus prisée avec 45 377 inscrits, talonnée de près par la série D (scientifique), forte de 41 059 candidats. Des chiffres qui confirment une tendance classique, mais que les autorités veulent progressivement rééquilibrer. En effet, dans la perspective d'un développement économique structurant, le gouvernement mise davantage sur les filières scientifiques, techniques et professionnelles. L'objectif est d'orienter les jeunes vers les secteurs porteurs d'avenir (ingénierie, technologie, médecine, etc.) et de répondre aux besoins d'un Togo tourné vers l'innovation et l'industrialisation.

Pour le gouvernement, fort de ce taux de réussite, le défi pour les années à venir sera de maintenir cette dynamique, voire de l'amplifier. Cela passera par une consolidation des acquis, une extension

des réformes dans les zones les plus enclavées. D'ores et déjà, le ministère des Enseignements primaire et secondaire a annoncé le démarrage imminent des travaux dans 23 établissements répartis dans les sept régions concernées. On cite, entre autres, Le lycée du 2 février, le lycée Bè Kpota, le lycée Gbenyedzi, le lycée Sanguera, le lycée Djidjolé dans la capitale et le lycée Abobo, le lycée Badja, le lycée Kabou, le lycée Vogan 2, le lycée Kétau, et le lycée technique de Gbalavé dans les préfectures de l'intérieur du pays. Le CEG et lycée Kpangalam, le CEG Kalabé, le CEG Ségbé et l'EPP Batomé sont aussi sur la liste.

Les travaux porteront sur la construction et la rénovation de salles de classe, l'édification de murs de clôture pour plus de sécurité, la création de bibliothèques et de bureaux pour les équipes pédagogiques et administratives. A en croire le ministre de l'éducation cette initiative répond à la pression démographique dans les écoles et vise aussi à offrir un meilleur cadre d'apprentissage.

Je paie ma TVM sur l'application OTR-TVM avant le 1er avril 2025

Application disponible sur Google Play

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier.

Rapide Simple Sûr

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PROJET WURI - ELUCUBRATIONS - CONDITIONS DE TRAVAIL DES AGENTS :
DES MAINS NOIRES EN TRANSE

Dans une lettre ouverte en date du 25 juillet 2025, portant la signature du Collectif des Agents Contractuels du Projet WURI-Togo, et avec pour objet : "Projet WURI-Togo-De l'engagement à la désillusion totale de la jeunesse : appel à la justice, vérité et enquête indépendante", les signataires ont qualifié le projet Wuri de cauchemar et de piège pour la jeunesse togolaise. Avec à la clé, plusieurs dénonciations, qui après vérifications, seraient des élucubrations et procéderaient de stratégies de manipulations et de discrédit sur le projet par des mains noires véritablement en transe.

Par Crédo TETTEH

Et selon nos recoupements, ces mains noires en transe sont les manœuvres de certains acteurs autrefois proches ou d'anciens responsables de réalisation du projet, aujourd'hui hors de l'aire de jeu, et d'autres encore à l'intérieur protégeant indubitablement des intérêts.

En usant d'une lettre ouverte du collectif des Agents contractuels du Projet WURI que beaucoup de délégués estiment avoir vu sur les réseaux sociaux, donc n'ayant pas été associés du tout, les instigateurs tentent de vouloir cacher le soleil par la main. Déjà, eu égard à l'ampleur de l'intoxication produite par la supposée lettre ouverte, et face à la promptitude des Autorités de voir clair dans ce qui se passe sur le projet, et surtout au sein de l'INSEED, les langues se seraient déliées et à profusion.

De la mise au point du Collège des Délégués OPE/ADC/AEP

Dans une note partagée sur leur plateforme, et dont nous avons obtenu copie, le Collège des Délégués OPE/ADC/AEP ne reconnaît pas la paternité de cette lettre ouverte.

" Bonjour chers collègues OPE/ADC/AEP. Nous avons vu toutes vos réactions après publication de la note qui a circulé hier. Mais si vous regardez bien l'entête, vous devez comprendre que cette lettre ne vient pas de notre collège de Délégués OPE/ADC/AEP " a écrit le Collège des Délégués, avant de poursuivre les clarifications : " Nous ne représentons pas les Superviseurs et les AT. En plus, les deux courriers que nous avons envoyés ont toujours été signés par le Délégué général.

Il a toujours fait décharger ça à qui de droit avant publication comme vous pouvez le constater sur ce courrier ci-attaché. Je vous invite à relire notre deuxième courrier et vous verrez qu'elle prend bien en compte les OPE/ADC et AEP. Nous sommes dans une démarche visant à l'amélioration de nos conditions de travail, mais nous n'avons pas été associés de près ou de loin à la rédaction de cette note qui a circulé hier " a précisé le Collège des Délégués se, désolidarisant de la soi-disant lettre ouverte.

A prendre connaissance de cette



Une opération de collecte de données biométriques

mise au point, tout est clair que ladite lettre ouverte, usurpant l'identité du Collège des Délégués OPE/ADC/AEP, est un faux et usage de faux, œuvre d'esprits rétrécis et guidés par d'autres intérêts dont certainement faire du mal et jeter de l'opprobre sur le Projet WURI et ceux qui le conduisent.

Il faut également préciser que cette mise au point du Collège des Délégués trahit la machination de mains noire en transe sûrement télé-guidées d'ailleurs, et même de l'intérieur, de l'INSEED pour nuire aux efforts déployés jusqu'alors pour la réussite du Projet. Nous pouvons, sans grand risque de nous tromper, dire que cette manœuvre des temps préhistoriques cacherait une désolation, avec l'arrivée d'un nouveau directeur. Désolation de la part de réseaux, sûrement à l'intérieur de l'INSEED, qui verraient leurs intérêts éprouvés avec la nomination de Monsieur Akoly GENTRY comme nouveau Directeur Général. Ne nous mentons surtout pas.

Des éléments de réponses face aux élucubrations contenues dans la soi-disant lettre ouverte

En parcourant la lettre ouverte du " mystique Collège des Délégués OPE/ADC/AEP ", en rapport avec les conditions de travail des agents WURI, il faut, dès l'entame, rétablir certaines informations en totale contradiction avec celles contenues dans la " lettre ouverte " dont, l'objectif serait uniquement de jeter du discrédit sur le Projet WURI.

Sur les conditions de travail

De nos recoupements, le propos selon lequel les agents ont été soumis à des horaires excessifs de travail, sans repos, ni pause et sans compensation est totalement faux et procéderait d'une œuvre de l'esprit. Pour rappel, et concernant les conditions de travail du personnel impliqué dans l'opération d'enregistrement biométrique du projet WURI, il faut noter que, suite à la première phase d'enregistrement dans la région des Savanes, l'INSEED a revu les contrats initiaux en y introduisant des dispositions claires sur l'organisation du temps de travail. Ainsi donc, les journées de travail sont de 7h 00 à 17h 00 avec deux (2) heures de pause pour se conformer

aux dispositions contractuelles prévues dans le contrat avec le projet WURI.

En plus, les agents bénéficient d'un jour de repos après chaque période de sept (07) jours consécutifs de travail. Et cette pause est de la discrétion des superviseurs qui s'organisent pour la mise en place de ce dispositif de pause. Ce qui est tout à fait logique et aucun agent sérieux ne peut démentir aujourd'hui cela, si ce n'est faire preuve de charlatanisme ou de sorcellerie.

Précisons également que les dispositions prises sur l'organisation du temps de travail ont été intégralement appliquées dès la deuxième zone de travail de la région des Savanes et dans la préfecture du Golfe. Ce qui est aussi important de savoir pour comprendre que les élucubrations contenues dans la " lettre ouverte " visaient d'autres objectifs, c'est que l'organisation des jours de repos fut effective en fonction d'un système de rotation propre à chaque centre d'enregistrement, ceci afin d'assurer le fonctionnement permanent des centres.

Concernant la période de travail et des modalités de paiement

De nos recoupements toujours, il sied de préciser que les périodes de travail effectives du personnel d'enregistrement biométrique ont été bien réfléchies.

Les agents techniques, superviseurs, opérateurs biométriques, agents d'enregistrement de plaintes et agents d'appui ont travaillé du 12 mai au 21 juin 2025, incluant une semaine de prolongation. Par contre, les agents de distribution des cartes ont été mobilisés du 7 juin au 13 juillet 2025, y compris une semaine de prolongation également. En résumé, chaque entité a effectivement travaillé pendant un mois et une semaine pour la phase d'enregistrement dans la préfecture du Golfe.

A propos des paiements

Il faut retenir qu'à ce sujet, les premiers paiements ont été effectifs et en espèces à la Direction de l'INSEED pour la majorité des agents ayant signé le contrat de travail et présents au poste et dans des points plus proches des lieux de travail pour d'autres.

En ce qui concerne, les agents

ayant regagné leurs localités de résidence hors de Lomé, à la fin des opérations, l'INSEED a opté pour le paiement des soldes de salaire par la plateforme Mixx By Yas.

Notons surtout que toutes les dispositions furent prises par l'Agent Comptable pour anticiper depuis le 15 juillet 2025 le virement de 92 641 200 F CFA, représentant les paiements de la phase de prolongation des agents techniques, superviseurs, opérateurs biométriques, agents d'enregistrement des plaintes et agents d'appui. Jusqu'à dimanche dernier, on note que seul un solde de 19 209 200 FCFA, correspondant au montant de la semaine de rallonge des agents de distribution des cartes, est en attente d'envoi à Yas.

De nos sources, on nous informe même de l'effectivité des paiements déjà débutés hier lundi 28 juillet 2025 pour solde de tout compte.

Concernant les contrats et outils de travail

Dans la " mystique lettre ouverte ", il était insinué que les contrats auraient été antidatés par rapport aux prises de fonction. Ce qui n'est pas vrai du tout. En plus, aucun agent n'a été contraint d'utiliser sa connexion personnelle dans le cadre de l'opération, selon nos informations de premières mains. Afin donc de faciliter les opérations, des crédits de 9.000 FCFA ont été envoyés aux superviseurs pour les besoins d'envoi de données.

Il est cependant très important de noter que, lors de la phase pilote dans la première zone des Savanes, certains agents ont volontairement et délibérément utilisé leurs propres téléphones pour l'enregistrement des plaintes. Une démarche qui fut rapidement corrigée car n'ayant pas été concluante. De même, certains agents ont utilisé les outils mis à disposition pour le travail à des fins personnelles en utilisant le crédit alloué pour des appels privés.

A propos des allégations de retenues sur salaire

A ce niveau, il est judicieux de savoir que, faisant suite aux séances de travail avec l'Agence nationale d'identification (ANID) sur l'état des équipements après les phases d'enregistrement de la région des Savanes, l'INSEED avait introduit dans les contrats une clause dissuasive de retenue sur salaires en cas de détérioration ou de perte du matériel mis à disposition pour une meilleure gestion du matériel. Une mesure qui était portée à la connaissance des Opérateurs afin qu'ils soient plus appliqués et rigoureux dans le travail.

Ainsi donc, l'INSEED a fait semblant d'appliquer des pénalités dans la phase du Golfe pour les superviseurs, mais ces retenues ont été remboursées après quelques jours, parce que participant en réalité de mesures dissuasives afin d'inciter le personnel à mieux entretenir les équipements de travail qui doivent servir

pour au moins 12 mois encore. En résumé, aucune retenue n'a été appliquée aux superviseurs qui ont été payés par après. A cet instant précis, aucune retenue abusive n'est opérée par l'INSEED et également aucun agent ne peut justifier d'une retenue abusive effectuée par l'Institut, à l'issue de nos recoupements.

De la volonté délibérée de certains agents de ne pas respecter les dispositions des contrats

Nous référant à la partie des " Interdictions et clauses confidentielles " contenues dans les contrats de travail proposés aux Agents, il est clairement indiqué que " pendant toute la durée du présent contrat, l'Agent technique s'engage à ne se livrer à aucune activité professionnelle ou à ne pas nuire à la bonne exécution des services contenus. Il s'interdit de divulguer, pendant ou après son temps d'emploi, tout renseignement confidentiel dont il aurait eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions. En outre, il ne pourra, sans aucune autorisation écrite de la Direction Générale de l'INSEED, publier aucune étude sous quelque forme que ce soit, portant sur des informations ou des travaux couverts par l'obligation de confidentialité ".

Plus loin dans les " Interdictions et clauses de confidentialité ", il est signifié blanc sur noir que " l'Agent technique s'interdit de se livrer à tout comportement de nature à créer des tensions ou des menaces susceptibles d'entraver le bon déroulement des travaux et de porter atteinte à l'INSEED. Il s'abstient également de toute intervention ou publication sur les réseaux sociaux (whatsApp, Facebook, Tik Tok, internet etc ;) sous forme de revendication en lien avec l'activité exercée dans le cadre de son contrat. Tout manquement à ces mesures constitue une faute lourde de la part de son auteur entraînant une rupture sans préavis de son contrat de travail ".

Dans le cas d'espèce de " la mystique lettre ouverte ", il ne fait aucun doute que les auteurs, complices et commanditaires sont déjà en conflit avec les termes du contrat et subiront la rigueur de la loi car identifiés à coup sûr. De même, ceux et celles qui ont tenté de manifester sur la place publique.

Somme toute, avec tous les éléments d'appréciation ou de preuve que nous avons obtenu au sujet de la réalisation du Projet WURI, nous sommes à l'aise de conclure en une action de mains noires en transe, à seule fin de saboter le projet parce que voyant leurs propres intérêts volés en éclats et leurs réseaux bientôt asséchés parce que déjà démantelés et bien connus.

Dans une prochaine parution, nous reviendrons sur les différents réseaux voulant mettre en péril le Projet WURI.

A suivre....

Zozo

SAVANES : GRAVE ACCIDENT DE CIRCULATION DANS LE TÔNE, LE GOUVERNEUR AU CHEVET DES VICTIMES



Un grave accident est survenu le samedi 26 juillet aux environs de 17h30 à Tchindique, dans le canton de Pana, préfecture de Tône (région des Savanes). Selon le rapport des services de sécurité, le drame est survenu lorsqu'un mini bus ayant à son bord des passagers et des marchandises, en provenance du marché de Tangieta (Bénin) et se rendant au Burkina Faso, a dérapé et a fini sa course dans un ravin.

Le bilan provisoire fait état de 8 morts (4 femmes, 2 enfants et 2 nourrissons) et de 21 blessés graves, dont 14 hommes, 6 femmes et 1 enfant, tous évacués pour des soins d'urgence. Des dégâts matériels importants sont également à déplorer. Au lendemain du drame, une délégation composée du gouverneur de la région des Savanes, du commandant supérieur de l'opération Koundjoaré, du préfet de Tône et des responsables des forces de défense et de sécurité s'est rendue au chevet des victimes. Objectif : s'enquérir de l'état de santé des blessés et leur témoigner la solidarité du gouvernement.

Une réunion de crise a en outre eu lieu le même jour sur " les mesures urgentes à prendre en vue du respect scrupuleux des prescriptions du code de la route afin de garantir la sécurité de tous les usagers en territoire régional des Savanes ".

Pour rappel, depuis trois ans, la région des Savanes est en état d'urgence sécuritaire. Cette mesure exceptionnelle vise à renforcer la sécurité des populations et à assurer un meilleur encadrement des actions de contrôle sur le territoire.

Source : @Republiquetogolaise.com

INSEED : GENTRY AKOLY PREND LA MAIN POUR UN NOUVEAU CAP



L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) connaît une nouvelle ère avec la prise de fonction officielle Gentry Akoly, comme Directeur général de l'Institut, en remplacement de Tchiou Animaou qui assurait l'intérim.

L'INSEED dispose officiellement, depuis le mardi 22 juillet dernier, d'un nouveau responsable. Il s'agit de Gentry Akoly, qui remplace l'intérimaire Tchiou Animaou, admis à la retraite.

Selon le nouveau Directeur général de l'Institut, il sera question de repositionner cet organisme principal du système statistique national, au cœur de l'action de " gouvernance fondée sur les données ".

" Nous avons pour ambition de repositionner l'institution comme un acteur central de la gouvernance fondée sur les données, en renforçant la qualité, la transparence et l'accessibilité des informations statistiques ", a souligné Gentry Akoly lors de sa prise de fonction.

Notons que l'INSEED, créé en 2015, est chargé de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données statistiques officielles.

Cet organisme a également pour missions la réalisation de recensements, la conduite d'enquêtes sur les conditions de vie des ménages, mais aussi l'élaboration des comptes nationaux, fournissant des indicateurs essentiels pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation des politiques publiques.

@macie.tg

CPIA 2024 :

Le Togo au-delà de la moyenne sous-régionale

La CPIA (Country Policy and Institutional Assessment), l'évaluation annuelle (une échelle de 1 à 6) par la Banque mondiale des politiques et institutions nationales des pays éligibles à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) vient d'être publié. Le rapport met en évidence les principales tendances et les meilleures pratiques afin de guider les décideurs politiques et les investisseurs internationaux sur l'évolution des politiques économiques dans les pays. Pour 2024, le rapport indique que les notes de dix pays ont augmenté. Il s'agit du Bénin, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, la Mauritanie, le Rwanda et le Togo.

Selon la Banque Mondiale, avec une note globale de la CPIA de 3,8 pour l'année 2024, le Togo se situe au-dessus de la moyenne en Afrique subsaharienne (3,1). Cette performance est due aux performances économiques qui se sont améliorées grâce à des réformes structurelles judicieuses, à la stabilité macroéconomique et à des investissements dans les infrastructures publiques. Aussi, le pays a considérablement amélioré ses efforts de mobilisation



des ressources nationales ; le gouvernement a élaboré et publié un plan de mobilisation des recettes pour mobiliser des ressources supplémentaires équivalant à 0,5% du produit intérieur brut par an.

Le Togo a lancé aussi le Programme cadre de partenariat privilégié afin de simplifier le dédouanement pour des opérateurs fiables et certifiés et pour améliorer l'efficacité du commerce ; les efforts visant à renforcer la redevabilité et les performances des entreprises publiques se sont poursuivis parallèlement aux réformes des marchés publics ; le secteur bancaire est resté solide,

avec une croissance significative des services financiers et des efforts de collecte de données pour suivre le bien-être des ménages.

Autre point fort relevé, c'est la mise en place par le Togo d'un cadre juridique imposant la production d'un rapport annuel sur les risques associés aux entreprises publiques, y compris des états récapitulatifs de la dette et des résultats financiers ; que le Togo a récemment adopté des réformes qui criminalisent la violence basée sur le genre (VBG) dans les écoles et établissent des mécanismes de prise en charge des victimes, ce qui illustre la façon dont des cadres

juridiques inclusifs peuvent sauvegarder les droits des filles et favoriser leur parcours éducatif, contribuant ainsi à leur autonomisation et à leurs perspectives d'avenir.

Les notes octroyées au Togo reflètent donc la justesse de ces réformes amorcées par les autorités. 3,8 pour l'indicateur Gestion économique, qui inclut la politique monétaire et de change, la politique budgétaire, la gestion de la dette ; 3,8 pour Politiques structurelles (commerce, secteur financier et cadre réglementaire des entreprises) ; 4,0 pour Politiques en faveur de l'inclusion sociale et de l'équité (égalité des sexes, équité dans l'utilisation des ressources publiques, valorisation des ressources humaines, protection sociale et main-d'œuvre, politiques et institutions axées sur la durabilité écologique) ; et 3,4 pour Gestion et institutions du secteur public, qui embrasse les sous-indicateurs Droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles, Qualité de la gestion budgétaire et financière, Efficacité de la mobilisation des recettes, Qualité de l'administration publique, Transparence, redevabilité et corruption dans le secteur public, toutes notes au-delà de la **moyenne**.

AGRICULTURE/FILIERE SOJA :

Les grandes ambitions du Togo pour la filière Soja

Le soja est aujourd'hui une valeur sûre de l'agriculture nationale. C'est grâce à une stratégie d'accompagnement ciblée et progressive du gouvernement. Il s'engage aux côtés des producteurs pour faire de cette légumineuse une filière stratégique, génératrice de revenus, d'emplois et de devises.

Le jeudi 10 juillet 2025, une délégation du Conseil d'Administration de la filière soja a rencontré l'Agence Nationale de la Promotion et de la Garantie de Financement (ANPGF) au siège du Conseil interprofessionnel de la filière soja (CIFS-TOGO). L'objectif était de renforcer la collaboration pour un accompagnement efficace et des mécanismes de recouvrement plus fluides. L'ANPGF a présenté ses services et solutions de financement, essentiels pour soutenir les acteurs de la filière. " Une rencontre porteuse d'espoir pour une relance dynamique et durable du secteur ", indique-t-on au CFIS.

Il faut relever que la facilitation de l'accès au financement pèse beaucoup dans la balance dans le développement de la filière. L'État, à travers le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé, sur le partage de risques (Mifa) ou encore le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et son produit Accès des agriculteurs aux services financiers (Agrisef), par exemple, facilite l'accès des producteurs au crédit.

Le développement de la filière ne



Un champ de soja dans le Haho

se limite pas à la production brute. L'État encourage activement la transformation locale du soja en produits dérivés : huile, tourteaux, lait de soja, etc. Des unités industrielles voient le jour, cas de l'usine de soja à la Plateforme industrielle d'Adetikopé où des jeunes formés font tourner les machines. En parallèle, la mise en place d'un marché structuré permet de sécuriser les débouchés. La contractualisation entre producteurs et acheteurs, encouragée par le gouvernement, offre plus de prévisibilité sur les prix et réduit les risques de mévente.

Aussi, l'accès aux intrants agricoles reste l'une des clés du succès. Le gouvernement a mis en place un dispositif de subvention sur les semences certifiées, les engrais spécifiques et les produits phytosanitaires adaptés. Chaque année, des milliers de tonnes de semences améliorées de soja sont distribuées dans

les régions productrices.

Des semences améliorées aux débouchés internationaux, en passant par le financement et la transformation locale, c'est toute une chaîne de valeur qui se met en place. L'ambition agricole est affirmée. Portée par la Feuille de route gouvernementale, la relance de la filière soja s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'agriculture. L'objectif étant défini : faire du Togo un hub agro-industriel en Afrique de l'Ouest.

D'abord cultivé sur de petites parcelles, il est aujourd'hui présent sur plus de plusieurs centaines de milliers d'hectares, avec une production de plus en plus croissante. Pour la campagne agricole 2025-2026, il est attendu une production de 500 000 tonnes. La campagne lancée en fin juin 2025 porte déjà un objectif de taille, qui est de multiplier par deux la production nationale de la saison précédente à savoir 260 000

tonnes.

Pour aller plus loin, le Conseil interprofessionnel de la filière soja du Togo (CIFS-Togo) commence par mobiliser, de façon plus optimisée, les maillons de la chaîne que sont les producteurs, les collecteurs, les transformateurs et les exportateurs.

Aujourd'hui, le soja est l'un des produits agricoles d'exportation les plus prisés et rentables à côté du coton. L'évolution est remarquable. La filière soja est non seulement une source significative de devise pour le pays, mais joue également un rôle crucial dans la sécurité alimentaire et l'industrialisation. " Si nous travaillons tous ensemble à augmenter la production, chacun tirera son profit au fil des années et d'ailleurs nous devons de s'imposer comme une culture de choix dans notre projection " avait déclaré Mounirou Koriko, président du Conseil d'Administration du Conseil Interprofessionnel de la Filière Soja du Togo (CIFS-Togo) à l'ouverture de la campagne de production de soja. Les autorités restent aux côtés de tous les acteurs de la filière pour les accompagner à travers des formations, des conseils techniques, des appuis à l'accès aux intrants et à la commercialisation. " Vous êtes les acteurs principaux de cette transformation. Vous avez entre vos mains la capacité de faire du soja un moteur de développement inclusif, tout en préservant notre patrimoine naturel ", rappellent-elles.

SANTE :

Faure Gnassingbé sur le chantier de rénovation du CHU KARA

La région de la Kara connaît une transformation décisive : celle de son système de santé. Longtemps confrontée à l'insuffisance d'infrastructures et de services de proximité, la région amorce aujourd'hui son changement. Portés par une volonté gouvernementale claire, les travaux de réhabilitation s'intensifient, redonnant à des milliers de citoyens un accès digne aux soins essentiels.

Au cours de ces dernières années, les investissements publics en faveur de la santé dans la région de la Kara se renforcent. Centres médicaux sociaux, dispensaires, unités de soins périphériques, hôpitaux préfectoraux, aucun maillon de la chaîne n'est laissé pour compte. e Kéran à Doufelgou, en passant par Kozah ou Bassar, les chantiers se multiplient et les résultats sont déjà visibles. Les infrastructures sont, non seulement réhabilitées, mais également repensées pour répondre aux normes modernes de qualité et d'efficacité.

Blocs opératoires rénovés, maternités étendues, salles de consultation plus opérationnelles, laboratoires équipés, tout concourt désormais à améliorer la prise en charge des patients et les conditions de travail des soignants.

Le chantier de réhabilitation

du CHU de Kara

Le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a effectué une visite sur le terrain le 21 juillet de cette année. Elle répond au besoin de s'assurer lui-même de l'avancement des travaux de ce projet lancé en avril 2024. Les réalisations effectuées dans le cadre de la réhabilitation du centre hospitalier universitaire sont déjà achevées à 35 % à fin juin 2025. Ce suivi rapproché des projets structurants inscrits dans la très chère Feuille de route gouvernementale témoigne au mieux le respect des engagements pris par les pouvoirs publics envers les populations qu'ils ne vivent que pour servir.

Les travaux du CHU de Kara, d'une durée prévisionnelle de 36 mois, sont assurés par le projet Ellipse dont le financement est de 34 milliards de francs CFA. Une fois l'hôpital complètement réhabilité, sa capacité d'accueil passera à près de 400 lits, comprenant les services de chirurgie, de médecine, de maternité, de pédiatrie, d'urgences et de soins intensifs.

Deux pôles techniques majeurs sont en cours d'édification : un plateau médico-technique de pointe, intégrant notamment 6 blocs opératoires, une unité de réanimation, un service de stérilisation centralisée, et des services d'imagerie médicale entièrement renouvelés (scanner 64 barrettes, table télécommandée, radiologie mobile) ; un bâtiment mère-enfant



Faure Gnassingbé sur le chantier du CHU Kara

dédié aux urgences gynéco-obstétricales et pédiatriques, doté d'équipements de néonatalogie modernes (couveuses, rampes chauffantes, photothérapie, etc.), de blocs obstétricaux et d'espaces d'hospitalisation adaptés aux normes de soins maternels et infantiles.

Le site accueillera également un village d'accompagnement, composé de 30 chambres individuelles pour les proches des patients hospitalisés, contribuant à l'humanisation des soins et à la prise en charge globale des familles.

Une réponse à une demande sociale pressante

Dans cette région à forte densité rurale, les habitants parcourent des kilomètres avant de recevoir des soins spécialisés. L'absence

d'équipements adaptés, entraînant des retards de diagnostic et des complications évitables, obligent certains à venir jusqu'à Lomé. La réhabilitation massive en cours est donc perçue comme une réponse attendue à une demande longtemps exprimée. Les nouvelles maternités permettront des accouchements dans des conditions sécurisées, limitant les évacuations d'urgence vers les centres urbains.

Les services d'urgences réorganisés assureront dorénavant une permanence effective 24h/24. La réhabilitation des infrastructures ne se limite pas à la maçonnerie. Elle s'accompagne d'une montée en puissance des ressources humaines, avec l'affectation de nouveaux agents de santé et la formation continue du personnel existant.

SOCIETE : ADS célèbre ses 20 ans à travers les arts

Deux semaines d'activités artistiques avec des enfants en situation de handicap ont permis à l'organisation Action Développement Santé pour tous (ADS) de célébrer ses 20 ans d'existence sous le thème " les arts ".

Ils étaient une vingtaine à être regroupés dans l'enceinte de l'école Ephata, communément appelée école des sourds au quartier Djidjolé à Lomé. Une initiative humaine de l'Action Développement Santé pour tous, en partenariat avec des étudiants en orthophonie, venus de France, plus précisément de la ville de Lille. " Nous offrons un cadre récréatif aux enfants en situation de handicap, qui n'ont pas la chance de le vivre de façon ordinaire ", explique Luc Nakuyou, responsable de projet chez ADS. Créée en avril 2005, l'association œuvre depuis deux décennies pour l'inclusion et le bien-être des enfants vulnérables au Togo.

Cette année, le projet est centré sur le thème des arts, une approche innovante qui combine éveil sensoriel, expression personnelle et interaction sociale. Les sept arts abordés sont la musique, la danse, la peinture, la littérature, le langage, la motricité et le dessin. Le but de cette ren-



Photo de famille

contre annuelle, est de faire découvrir aux enfants leur potentiel créatif et renforcer leurs capacités, au-delà des limites imposées par le handicap. " Le but primordial, c'est de permettre à ces enfants de vivre ce qu'ils ne peuvent pas vivre naturellement ", insiste M. Nakuyou, avant d'ajouter " Ces moments leur donnent une chance de se découvrir, de développer leurs compétences, de s'ouvrir au monde. " Maxime Lievens, secrétaire et responsable du projet Noumama explique que le projet existe depuis plusieurs années. Les retours ont toujours été très positifs, tant du côté des familles que des enfants. D'où la volonté de prolonger la dynamique.

Cinq étudiantes françaises, animatrices des activités et membres du projet Noumama, sont venues spé-

cialement de Lille pour assister les enfants. Solène Legroux, étudiante en orthophonie, souligne l'importance du thème choisi : " On a pensé que les arts, c'était un excellent moyen d'aborder une grande diversité d'activités, adaptables à tous les handicaps et à tous les âges. Et franchement, ça a super bien fonctionné ", souligne l'étudiante Lilloise sur l'importance du thème choisi.

La collaboration entre les jeunes françaises et des étudiants togolais en orthophonie permet une interculturalité professionnelle avancée. " On apprend énormément ici. Cette expérience va clairement marquer notre parcours personnel et professionnel ", s'est réjouie, la secrétaire et responsable du projet Au-delà de l'aspect ludique, cette initiative vise à stimuler l'expression, l'écoute, la

coordination motrice et la confiance en soi des enfants. " Ces enfants sont appelés un jour à aller à l'école, à faire une activité. Il est donc essentiel de leur offrir des opportunités d'éveil comme celle-ci ", rappelle Luc Nakuyou.

Face au succès de cette édition, l'équipe française espère constituer une nouvelle équipe pour revenir l'an prochain, toujours avec l'idée d'apporter de la joie et du sourire aux enfants. Une mission à la fois simple et immense. Et en dehors de Solène et de Maxime, Pauline Mesnard, Alice Chaduc et Julie Herbrecht ont aussi fait le déplacement sur Lomé.

Ainsi, ADS démontre, une fois de plus, qu'avec de l'engagement, de la créativité et de la coopération, il est possible de bâtir un monde plus inclusif, où chaque enfant, quel que soit son handicap, a le droit d'exister pleinement. Une exposition des œuvres des enfants et des prestations artistiques ont mis fin à ce mini camp pour le bonheur des enfants qui vivent avec un handicap. Un appel est lancé à toutes les bonnes volontés de contacter Action Développement Santé pour tout soutien. Ces enfants ont besoins de chacun de nous

Dodo ABALO

Zozo

KOZAH : FIN DES LUTTES EVALA



Après une semaine d'intensité rituelle, les luttes traditionnelles et initiatiques Evala se sont achevées samedi 26 juillet dans la Kozah (Kara). Les finales, organisées dans les différents cantons de la préfecture, se sont déroulées en présence du Président du Conseil, Faure Esozomma Gnassingbé. A Lassa, Tchare ou encore Soundima, les ultimes empoignades ont été l'occasion pour le peuple Kabyle de se mobiliser, et de réaffirmer ses valeurs d'attachement aux valeurs ancestrales et aux idéaux de cohésion. Comme chaque année, l'édition 2025 des Evalas aura à nouveau attiré des milliers de personnes et de personnalités issues de divers horizons, et offert un cadre à diverses manifestations socioculturelles.

Cap désormais sur les autres étapes du cycle initiatique, avec notamment des rites comme Kondona ou Hahiyè, la danse des clairvoyants. Source : @Republiquetogolaise.com

RDC : DÉBUT DU PROCÈS DE L'EX-PRÉSIDENT CONGOLAIS

JOSEPH KABILA



Le procès de Joseph Kabila s'est ouvert le vendredi dernier devant la Haute Cour Militaire de la République démocratique du Congo.

L'ancien président de RDC est poursuivi pour - participation à un mouvement insurrectionnel, crime contre la paix, homicide intentionnel par balles, trahison, apologie, viol, torture, déportation et occupation à force ouverte de la ville de Goma.

Le prédécesseur de Félix Tshisekedi avait récemment vu ses immunités levées après ses accointances avérées avec l'AFCM23 soutenue par le Rwanda. Selon les médias, surplace, Joseph Kabila sera très probablement absent à l'audience.

En exil depuis deux ans, l'homme était apparu à Goma aux côtés des rebelles qui défient le pouvoir de Kinshasa dans l'Est du pays.

@macie.ig

RESTAURATION DES TERRES DÉGRADÉES : LE TOGO INTENSIFIE SES EFFORTS



Confronté depuis plusieurs années à la dégradation de ses terres, en particulier dans la partie septentrionale, le Togo multiplie les initiatives, en vue de leur restauration. Vendredi 25 juillet à Sokodé, les bases d'un nouveau projet de lutte dédiée à la Région Centrale, ont été lancées par le ministère de l'environnement et des ressources forestières.

Portée par le gouvernement avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), cette initiative de "renforcement de la résilience des écosystèmes naturels, des agroécosystèmes et des communautés face au changement climatique", doit permettre d'inverser la tendance, dans cette région fortement dépendante du sol et du climat. Concrètement, il s'agit, à travers des actions spécifiques, de promouvoir l'adoption de pratiques de restauration des paysages et des écosystèmes, afin d'optimiser la résilience des écosystèmes.

"Les chiffres sont inquiétants, 23.490 hectares de terres se dégradent par an au Togo", a rappelé le ministre, qui a insisté sur nécessité d'un travail préparatoire de qualité, pour enrichir et consolider la proposition du projet, qui sera soumise au Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour financement.

Pour rappel, le Togo déploie d'autres initiatives sur le terrain, comme le projet Forests4Future, dont la deuxième phase est en cours de mise en œuvre, ou encore l'ambitieuse politique décennale de reboisement engagée en 2021. A terme, l'objectif du pays est de restaurer plus d'un million d'hectares de paysages dégradés d'ici 2030.

Source : @Republiquetogolaise.com



Mégas Kozoooh

Pour en faire plus et avoir
la possibilité de gagner 200%
de bonus et des smartphones



yas.tg

#Alèz

250F

250Mo

+100F

375Mo

1 jour

***909*250#**

Le saviez
vous ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

en attendant que vos
clients vous paient.



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



www.boatogo.com

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS
 DISPONIBLE EN 24H



La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

